Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1413

Artikel: Scandales à Genève : les responsables sont parmi nous
Autor: Marco, Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014945

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les responsables sont parmi nous

Leurs noms ont été publiés dans la presse, ils ont contribué aux pertes de la BCG, ils sont en partie responsables du gâchis urbain de la ville de Genève; et pourtant ils continuent d'exercer leur métier.

La lecture de la presse confirme ce que l'on savait déjà. Comme d'autres établissements cantonaux, la banque cantonale genevoise a des problèmes. *L'Hebdo* titre sur le milliard et demi perdu de la BCG. Pour *La Tribune de Genève*, la BCG appelle l'Etat au secours.

Les articles focalisent tout à tour sur la direction – a-t-elle quelque chose à se reprocher? –, sur les petits épargnants – doivent-ils craindre pour leur épargne? –, sur les dirigeants politiques – sont-ils d'accord entre eux? *L'Hebdo* mentionne quelques-uns des clients douteux, responsables de ces pertes: Gaon Nessim, Gaon Léon, Stäubli Jürg.

Concurrence oblige, *La Tribune de Genève* élargit la liste des moutons noirs coupables d'avoir creusé les déficits de la BCG: feu Roch Jean, Baciocchi Marco, Magnin Jean-Pierre, Plüss Werner, Bavaud Georges, Romy Jean-Pierre, Vernier Philippe, Chevallaz Jacky et Hoffmann Raymond

Parmi ces douze clients douteux prédominent les promoteurs-constructeurs, propriétaires fonciers et architectes. Ce sont eux et d'autres de leur acabit qui ont réalisé la Genève de la décennie 80. Pendant ces années-là, l'image de la ville a été irrémédiablement atteinte par des démolitions-reconstructions massives, des rénovations lourdes, de grandes constructions neuves densifiées à outrance, des centaines de milliers de mètres carrés de bureaux vides, toutes opérations aux origines spéculatives avérées.

Légitimes réactions de méfiance

Face à ce gâchis urbain, comment reprocher aux habitants de se recroqueviller, de vouloir faire de leurs quartiers des villages? Cette réaction explique sans doute en partie les votes négatifs sur l'aménagement de la place des Nations et de la place Neuve. Et la méfiance à l'égard de l'architecture moderne s'alimente de ce rejet.

Et pourtant, plusieurs de ces clients douteux continuent d'exercer, de monter des opérations immobilières plus ou moins bien ficelées, de construire, d'être inscrits au tableau des mandataires professionnellement qualifiés. Ils ont même l'oreille de décideurs publics et privés. *dm*

CONFLIT DANS LA CONSTRUCTION

L'intolérable indifférence de *La Tribune de Genève*

Lundi 22 novembre, 1500 à 2000 travailleurs du bâtiment suspendent le travail pour manifester dans les rues de Genève. Leur exigence? Une augmentation mensuelle de 200 francs pour des salaires minimaux de 3500 francs et un salaire moyen de 4600 francs. Faut-il s'étonner dans ces conditions que le manque de relève menace l'existence même du secteur de la maçonnerie, à Genève comme en Suisse?

La gravité de la situation comme l'importance de la mobilisation n'impressionnent pourtant pas *La Tribune de Genève* qui se contente de quelques lignes méprisantes, essentiellement consacrées au constat de police relatif à de soi-disant dégâts.

Lundi 13 décembre, les travailleurs récidivent, plus nombreux et plus déterminés encore. Le quotidien local ne s'émeut toujours pas. Si la relation de l'événement est moins malveillante, elle reste tout aussi concise que la première.

Entre-temps, les syndicats du bâtiment ont protesté auprès de *La Tribune de Genève*. Leur lettre n'est pas publiée. Mais le médiateur du journal en extrait quelques passages pour sa rubrique, agrémentés de longs commentaires alambiqués.

Pourquoi ce parti-pris de la part d'un organe de presse qui vante sa couverture de l'actualité locale? Faut-il y voir la crainte du lobby de la construction et l'impact négatif d'une information tout simplement honnête sur les rentrées publicitaires du supplément *Tribune-immobilier*, une vache à lait du quotidien genevois? *cb*